

[fr](#)

News | 09.07.2013

Monsanto en Europe

Malgré les déclarations de Monsanto, nouvelles menaces OGM en Europe



Des déclarations récentes d'un cadre de Monsanto en Europe ont été abondamment commentées. Mr Brandon Mitchener, responsable des affaires publiques de Monsanto pour l'Europe et le Moyen Orient, a indiqué dans un entretien avec [Investigative Reporting Denmark](#) que la compagnie cesserait de dépenser plus d'argent pour convaincre de planter ses semences OGM en Europe, en raison de l'hostilité de l'opinion publique et des contraintes règlementaires, sauf dans les pays où ses semences étaient les bienvenues, c'est-à-dire en gros l'Espagne et le Portugal. Les citoyens et militants anti-OGM se sont réjoui de cette nouvelle que Monsanto avait enfin compris que l'UE ne voulait pas de ses OGM et s'en allait d'Europe. Mais qu'y a-t-il de changé ? Qu'y a-t-il de nouveau dans ces déclarations ? Pas grand chose, hélas. Les demandes d'autorisation pour l'importation d'OGM, de Monsanto et des autres compagnies, continuent à être déposées à l'UE, évaluées par l'AESA et traitées par la Commission européenne. Dans quelques jours à peine, le 11 juillet, le comité d'appel doit se prononcer sur la demande d'autorisation du MON810 déposée par la compagnie pour pouvoir légalement contaminer le miel et les produits de l'agriculture (aujourd'hui, en absence d'autorisation spécifique pour le MON810 dans le miel, la CJE considère que la vente de miel contenant des traces de ce maïs OGM est illégale), et sur le maïs Smartstax, de Monsanto et Dow AgroSciences, qui contient jusqu'à 6 gènes insecticides et 2 gènes de résistance à des herbicides, et pour lequel [l'évaluation des risques a été extrêmement réduite](#) au prétexte que les gènes introduits ont déjà été évalués individuellement et 8 autres OGM, également de Monsanto. Cette atteinte gravissime à une évaluation sérieuse pour les OGM contenant des gènes empilés vient d'ailleurs d'être formellement inscrite dans la loi avec la parution du règlement de l'UE concernant l'évaluation des risques sanitaires des OGM. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:157:0001:0048:EN:PDF> En ce qui

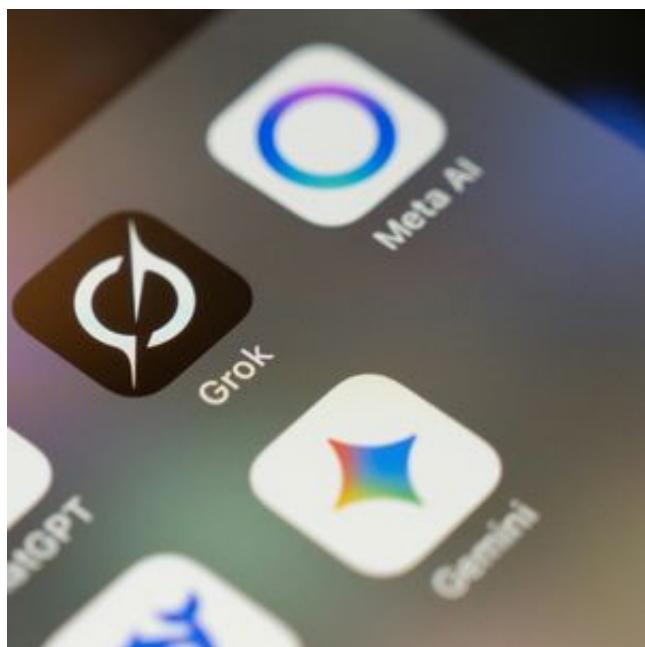
concerne les dossiers de demande d'autorisation pour la mise en culture d'OGM, aucune demande en cours n'a été retirée par Monsanto et si aucun dossier n'est actuellement soumis aux Etats-membres ou accepté par la Commission, c'est du fait de la Commission qui voudrait d'abord résoudre l'épineux dossier de la « renationalisation » des autorisations avant de soumettre de nouveaux dossiers aux Etats-membres, et non d'une décision de Monsanto. En somme, c'est une déclaration qui ne signifie aucun changement de la part de la compagnie, et qui vise avant tout un objectif de relation publique et à dévier l'attention médiatique de l'entreprise monopolistique dans le domaine des semences et qui est vue dans toute l'Europe comme le symbole des OGM et de la pression pour les imposer. Il s'agit simplement de l'admission publique par le N°1 des biotechnologies que les OGM ne sont pas acceptés par les citoyens européens malgré leurs efforts, et donc du succès des campagnes anti-OGM. Les entreprises de biotechnologie se vantent d'avoir compris que l'opinion publique ne veut pas de leurs OGM. Pour rassurer le public, Monsanto indique qu'il cessera d'insister pour que ces produits soient imposés à l'Europe. D'autres, tels que Bayer, avec une pointe de menace pour l'emploi à l'adresse de ces mêmes politiques, indiquent qu'ils transfèrent leurs centres de recherche dans des pays plus accueillants. BASF renonce à commercialiser sa pomme de terre transgénique. Mais le travail de ces compagnies de biotechnologie pour obtenir les clés des champs européens continue, un travail où leurs tactiques de cowboys sont moins visibles, mais qui, sur les conseils de leurs communicants, consiste en une initiative concertée et globale de communication sur les bienfaits des OGM et la honte que représente leur rejet. Mais ce ne sont plus les entreprises qui montent au créneau, avec leur réputation détruite et leurs arguments condamnés par avance du fait même que l'on ne peut croire les discours philanthropiques des compagnies privées : ce sont des politiques et des scientifiques qui plaident la cause des OGM, donnant à celle-ci une apparence plus neutre ou sans les conflits d'intérêt qui nuisent à la crédibilité des arguments humanitaires. Aujourd'hui, nous voyons le succès de cette entreprise auprès de politiciens tels que le ministre de l'environnement du Royaume Uni, Owen Paterson, qui s'est fait ouvertement le chantre et le publicitaire des biotechnologies, dans une émission de radio britannique Radio 4, très reprise. Sans aucune nuance, il s'est appliqué à essayer de convaincre ses compatriotes du retard qu'avait pris l'Angleterre en rejetant les cultures transgéniques. Aucune importance si aucune étude n'a montré de décalage dans les progressions des rendements entre l'Europe et l'Amérique. Sans sourciller, il vante des avantages des OGM que même les zélotes les plus fervents de cette technologie n'osent plus mettre en avant, jusqu'à accuser opposants aux OGM d'être responsables de la mort d'enfants. Le Royaume-Uni, dit-il, va travailler à convaincre les Etats-membres de l'UE d'assouplir les règles d'autorisation des OGM. On peut espérer que cette litanie mensongère ne pourra qu'exacerber les résistances aux OGM. Simultanément, le World Food Prize, considéré comme le prix Nobel de l'alimentation a été décerné à 3 chercheurs sur les OGM, dont deux travaillent pour Syngenta et Monsanto et le 3ème, retraité, continue à promouvoir les OGM en Europe et dans le monde et préside l'association des entreprises de biotechnologie Europabio. Le prix est américain, mais la fondation a pris soin de récompenser l'inventeur européen des plantes transgéniques et son avocat le plus déterminé. Sont-ils récompensés pour des découvertes scientifiques qui ont contribué à réduire la faim dans le monde ? Tout comme le discours du ministre Paterson, la [déclaration de la fondation World Food Prize](#) est emphatique sur les bénéfices des OGM, en particulier de ceux qui n'existent pas et prend les promesses des entreprises de biotechnologie pour des réalités. S'agit-il de naïveté de la part des dirigeants d'une fondation américaine basée à New York et déconnectée des réalités des régions où près d'un milliard de personnes ne mangent pas à leur faim ? Peut-être pas tant que ça. Il est intéressant de suivre la piste de l'argent. Le World Food Prize est largement [financé](#) par ces compagnies de biotechnologie qui ont récompensé leurs employés et celles qui promeuvent les OGM, telles que les grands négociants mondiaux de matières agricoles comme Cargill ou ADM, ou encore les grandes compagnies agroalimentaires, comme Pepsico ou General Mills. Ce n'est pas la valeur scientifique des découvertes des lauréats Montaigu, Dell-Chilton ou Frazer, qui est en cause, mais bien plutôt la contribution réelle de leurs découvertes à la réduction de la famine. Contrairement à ce que veulent faire croire les jurés du World Food Prize et le vice-président des Etats-Unis, John Kerry, qui a remis la récompense, aucun OGM n'a encore contribué à réduire la faim dans le monde, et sans doute n'y contribuera jamais. En revanche, les OGM accroissent l'insécurité alimentaire causée par le contrôle grandissant de ces compagnies biotechnologiques sur l'ensemble de la chaîne alimentaire par l'appropriation des ressources génétiques planétaires et les brevets sur le vivant qu'elles prennent à un

rythme grandissant. Ces deux évènements médiatiques quasi concomitants, tout comme le « coming-out » savamment orchestré d'un pseudo ex militant OGM, Mark Lynas, qui aurait sur le tard compris ses errements, témoignent de cette grosse offensive médiatique en cours sur les OGM, où les compagnies se font discrètes et laissent aux politiques ou aux scientifiques le soin d'en faire la promotion à leur place. Nul doute que la Commission européenne, qui continue à autoriser l'importation de nouveaux OGM, alors même qu'elle reconnaît en publiant une réglementation sur l'évaluation des risques sanitaires, qu'ils n'ont jusqu'à présent pas été suffisamment évalués et qui refuse les clauses de sauvegarde invoquées par différents Etats-membres sur le seul maïs OGM actuellement autorisé à la culture, y verra un encouragement alors que les négociations EU-US pour un accord commercial (TTIP) vont mettre la pression sur l'Union européenne pour assouplir sa réglementation sur l'évaluation des risques et les conditions d'autorisations des OGM. Ce n'est pas une déclaration sans objet de Monsanto qui va contribuer à nous rassurer à la veille de ces négociations. Au contraire, cette vaste initiative de communication par des personnalités publiques à l'initiative du lobby des grandes firmes de semences (qui restent cachées) doit nous alerter que le danger de voir les OGM envahir nos champs n'a jamais été aussi grand.

Recommended

Press release

salvador-rios-tkkOCi1Wgx0-unsplash



[DSA: European Commission opens investigation against G...](#)

26.01.2026

News

Ralf Roletschek (CC BY 3.0)



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 19 to 22 January](#)

18.01.2026

Press release

© Patrick Laverdant



EU-Mercosur

09.01.2026

Press release

European External Action Service (<https://www.flickr.com/photos/eeas/32978511020>)



Frozen Russian funds essential to support Ukraine

18.12.2025

Please share

• [E-Mail](#)